



RAPPORT D'ACTIVITÉS 2023

FÉDÉRATION CS & EVS
LOIRE HAUTE-LOIRE



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
5 AVRIL 2024
HAMEAU DES ECHANDES

S O M M A I R E

RAPPORT MORAL ET
D'ORIENTATION

2

LA CARTE DES ADHÉRENTS

4

LES CENTRES SOCIAUX
ET EVS 42 43

5

ACCOMPAGNER

6

ANIMER LE RÉSEAU

7

ANIMER LA VIE
FÉDÉRALE

23

REPRÉSENTER
ET PROMOUVOIR LES VALEURS ET
LES DÉMARCHES DU RÉSEAU

13

ASSURER
L'ÉCONOMIE DU
PROJET FÉDÉRAL

25

FORMER LES ACTEURS
BENÉVOLES ET SALARIÉS

18

ÊTRE LIEU DE RESSOURCES

21

LE FONDS DE
PARTICIPATION DES
HABITANTS

22

S'IMPLIQUER DANS LE RÉSEAU
FÉDÉRÉ : AMBITIONS PARTAGÉES
AVEC L'AURACS ET LA FCSF

16

RAPPORT MORAL & D'ORIENTATION

Cette année, crises et guerres nous donnent à saisir plus nettement encore que les années précédentes, la fragilité des équilibres mondiaux, leurs répercussions sur le territoire national, qui s'illustrent notamment par les tensions qui traversent le corps social.

A son échelle, la fédération et avec elle, les bénévoles et salarié.e.s des 44 Centres Sociaux et Espaces de Vie Sociale adhérents, travaillent quotidiennement à nourrir, réparer et enrichir le lien à l'autre. Nous soignons l'accueil de tou.te.s et allons à la rencontre de ceux qu'on appelle « les sans voix, les invisibles ». Nous tentons par l'action collective de permettre à chacun.e de se sentir entendu.e., considéré.e.e et de voir en l'autre, dans le groupe, une opportunité pour mieux saisir la complexité du monde et pouvoir construire ensemble une société plus juste plus démocratique plus durable.

Le plus grand réseau social de France s'est retrouvé autour de la FCSF au Congrès de Lille en mai 2023. Plus de 4000 participant.e.s, dont 44 ligériens, se sont retrouvées pour débattre et commencer à définir les axes du futur projet fédéral dans un dialogue vivant, démocratique et passionné qui place l'enjeu du fédéralisme comme un défi majeur face aux crises que nous rencontrons. Point d'orgue de cette nécessité de « faire réseau », la réussite des mobilisations nationales et locales de notre réseau le 31 janvier 2024.

Les orientations du futur projet fédéral 2024-2032 traduisent à la fois nos visions de la société et ce que nous défendons, l'action que nous souhaitons conduire dans chaque structure et ensemble en tant que fédération.

Séminaires, groupes de travail et banquets citoyens qui se sont déroulés pendant 1 an ont permis de dégager 4 orientations politiques fortes :

- 1-une transformation/transition écologique et solidaire
- 2-une société plus égalitaire, équitable et engagée contre la pauvreté
- 3-la construction d'une société où chacun.e trouve et prend sa place
- 4-une démocratie en mouvement, construite par et pour toutes et tous

Ces grandes orientations seront votées en Assemblée Générale en juin 2024 à Saint-Brieuc.

Pour autant, la réponse aux besoins sociaux demande des moyens. L'inflation, sur des territoires déjà fragilisés (dans la Loire, le taux de pauvreté est de 1 point supérieur à la moyenne nationale) n'a pas épargné les centres sociaux et les espaces de vie sociale de Loire et Haute-Loire qui ont vu leurs charges augmenter de manière conséquente.

Parallèlement, la nécessaire revalorisation des métiers, a eu un impact fort sur les budgets des CS et EVS. Les financements de nos partenaires au mieux maintenu, parfois réduits, mais rarement revalorisé, ne nous permettent plus aux structures de maintenir les équilibres budgétaires, ni de répondre aux besoins sociaux. Ce constat a amené la fédération, en articulation avec la FCSF, à interpeller l'ensemble des acteurs départementaux de la cohésion sociale dès début 2023 pour qu'ensemble nous prenions la mesure du phénomène et ouvrons des possibles.

Cette démarche faisait suite à la démarche d'influence menée auprès des députés, suite à leur investiture en 2022.

Au-delà de sa mission de représentation, la Fédération reste convaincue que c'est dans l'agir, dans l'accompagnement des structures et l'expérimentation que des transformations concrètes peuvent s'opérer et le cas échéant essayer. Ainsi 2 projets ambitieux ont pu émerger en 2023 : Territoire Zéro Non Recours (TZNR) et le projet Alimentation.

TZNR

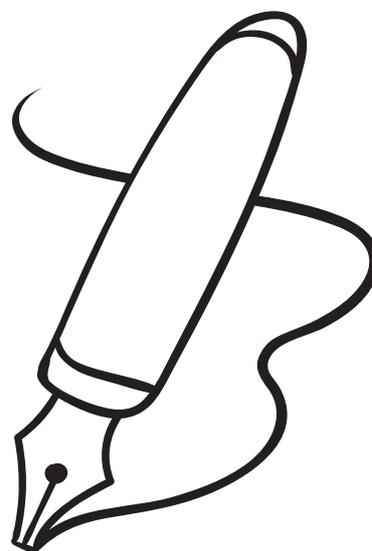
L'année 2023 connaît un parachèvement des procédures de l'e-administration. Le risque de non-recours au droit, s'il est déjà largement documenté, touche aujourd'hui des personnes qui étaient autonomes pour effectuer leurs démarches administratives et qui aujourd'hui se trouvent désarmées devant l'interaction numérique. Ce processus de dématérialisation des services publics a conduit à la fermeture d'un grand nombre d'espaces physiques d'accueil des usagers. Ces fermetures ont concrètement rendu la vie plus difficile à un grand nombre d'habitant.e.s., creusant encore les inégalités. D'autres éléments viennent éclairer le non recours : la non connaissance, la non proposition, la non réception, la non demande.

C'est dans ce creuset que la Fédération a impulsé un comité de pilotage départemental « recours au droits sociaux » et travaillé avec les acteurs du pacte du pouvoir de vivre à un projet TZNR qui pourrait être proposé aux collectivités. L'écho favorable donné par la ville de la Ricamarie a permis d'être lauréat de l'expérimentation qui débutera en janvier 2024. Un consortium regroupant la fédération, l'EVS Tissage Coloré et les partenaires du Pacte du Pouvoir de Vivre, co-pilote TZNR 42 au côté de la ville de la Ricamarie. Cette dynamique devrait nous permettre de mieux cerner les besoins, questionner les pratiques, repenser les stratégies afin d'aller vers celles et ceux qui ne font pas valoir leurs droits (droit au logement, droit à la santé, droit au travail, ...), renforcer les collaborations fertiles entre institutions et partenaires.

Alimentation

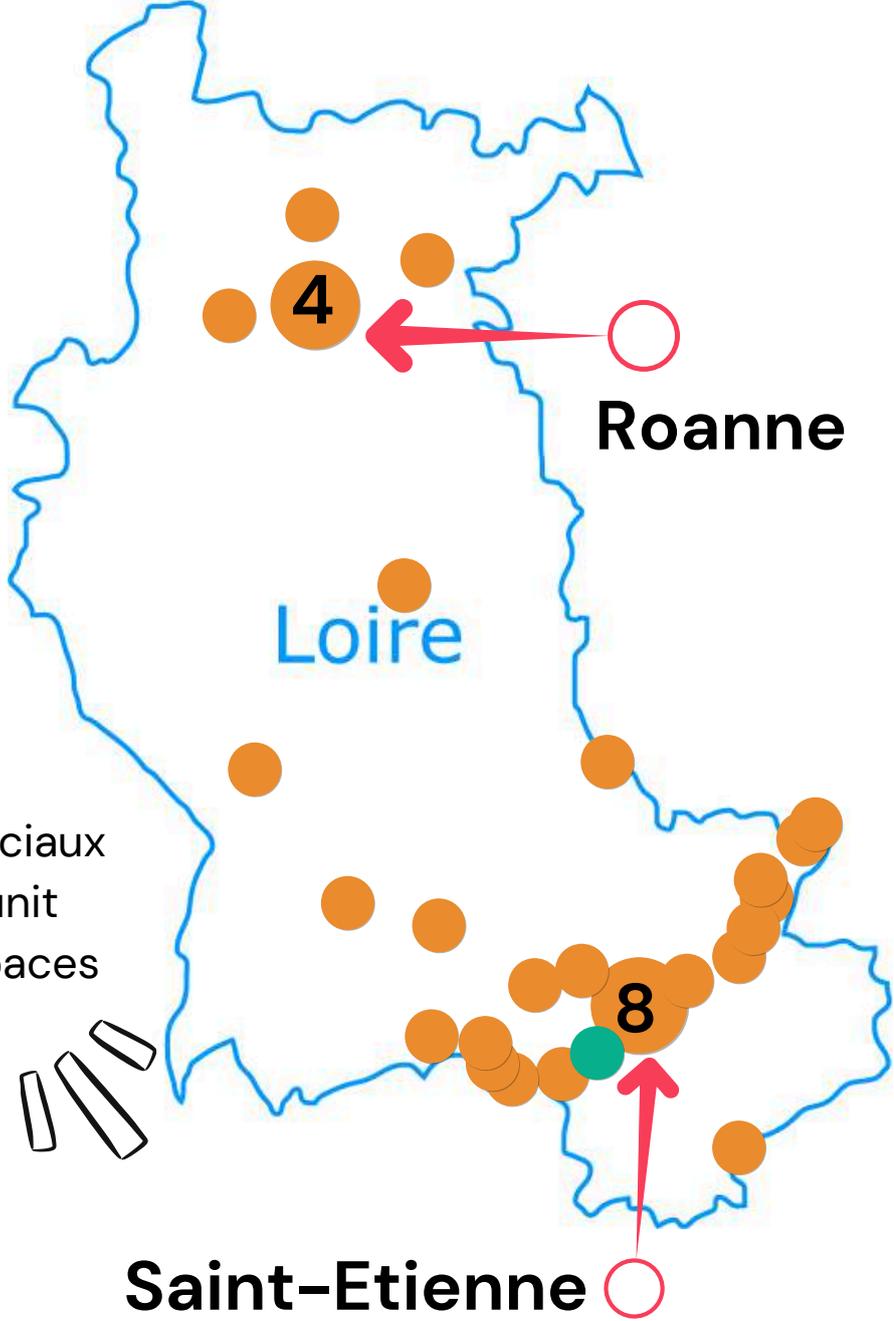
Les remises en question par le corps social des modes de production trouvent une traduction dans les enjeux liées à l'alimentation. Poussé par les habitant.e.s, le réseau fédéré a souhaité s'engager au côté de l'ANSA (Agence Nationale des Solidarités Actives) pour expérimenter. Cela s'est traduit par l'appel à projet « Mieux manger avec les CS » financée par la Stratégie Pauvreté, qui a permis en 2023 de mettre en place des dispositifs d'itinérances, des ateliers de sensibilisation, la création de coopératives d'achats, la distribution de paniers solidaires.

Projets, réalisations et mobilisations n'auraient pu connaître pareilles réussites sans une vie fédérale riche et un CA, constitué en bureau collégial, qui implique ses membres dans une gouvernance partagée. Sans une équipe de professionnel.le.s totalement engagées et que nous tenons à remercier tout particulièrement.





La Fédération des centres sociaux de Loire et Haute-Loire réunit 40 Centres Sociaux et 4 Espaces de Vie Sociale



● EVS ● CSX

P.5

**LES CENTRES
SOCIAUX ET EVS**
42 43



114 050 usagers



**3 500
bénévoles**

pour un total de
207 500 H
de bénévolat
(930 bénévoles sur le
pilotage
et 1 360 bénévoles
d'activités)



2 086 salarié.e.s



654 050 €
de budget moyen
pour les centres
sociaux et
197 000 €
pour les EVS

L'observatoire SENACS (Système d'échanges national des centres sociaux) permet de lire l'évolution de l'action du réseau sur les questions

sociales prioritaires, sur leurs manières de s'organiser, sur les enjeux qui nous traversent. Copiloté par les Fédérations des CS et les CAF, c'est également un lieu de coopération où se bâtissent des stratégies de valorisation de l'utilité sociale des CS et EVS auprès de nos partenaires. Une façon de donner à voir l'inventivité du réseau à l'échelon national, régional et départemental.

Chaque année, les centres sociaux et EVS ligériens et autiligériens saisissent les informations concernant leurs structures dans SENACS.

Ces données de la campagne 2023 sont issues des déclarations de 46 centres sociaux et 20 EVS dans la Loire et de 8 centres sociaux et 8 EVS dans la Haute Loire.



Les centres sociaux et EVS, de la Loire et la Haute-Loire ce sont aussi :

614 associations accueillies,
280 initiatives collectives accompagnées

5 600 personnes accueillies pour de l'**accès aux droits**

69 % des structures de la Loire et **75 %** de la Haute-Loire qui proposent des **actions ou activités hors-les-murs**

86 % des structures de la Loire et **81 %** de la Haute-Loire qui ont engagé des pratiques en lien avec la **transition écologique**



L'accompagnement fédéral c'est :

Soutenir la vitalité de la vie associative en imaginant ensemble d'autres façons de faire vivre les instances de manière démocratique. En ce sens la Fédération a accompagné 17 structures de manière renforcée et engagé avec l'ensemble du réseau une recherche action visant à promouvoir des gouvernances partagées et efficaces.

Appuyer stratégiquement les pilotes des centres : 25 missions d'appui (allant jusqu'à l'intérim de direction par des chargés de mission), prenant la forme ici d'un travail sur les délégations, là d'une participation aux comités des financeurs, ou là encore d'un soutien dans la gestion des ressources humaines, de l'économie du projet et du développement de partenariats...

Accompagner au recrutement et à la prise de poste de 10 directions, référents familles et coordinateurs de secteurs (enfance, jeunesse...)

Accompagner 11 structures dans le renouvellement de leur projet social

Garantir le sens : éclairer les temps de débat, d'analyse et de construction des positionnements des adhérents à partir de l'histoire, des valeurs du réseau

Communication : Deux DLA stratégie de communication proposés au réseau, création et utilisation de site, réseaux sociaux, lettre d'information fédéral, newsletters partenaires, ressourceurie, coconstruction avec le réseau du nouveau site internet fédéral.

ACCOMPAGNEMENT A L'EVOLUTION DE LA CONVENTION COLLECTIVE ALISFA

Afin de répondre aux enjeux d'attractivité des métiers en tension de notre secteur et afin de mieux reconnaître et accompagner les parcours, la branche Alisfa a revisité la classification et le système de rémunération. En lien avec nos fédérations, la branche s'est engagée pour convaincre nos ministères de tutelles du bien fondé de cette évolution qui prendra effet au 1er janvier 2024. Ces évolutions de la convention collective et ses impacts ont nécessité un important accompagnement des structures (CA et équipes) par la Fédération : séances d'information individuelles et collectives, compilation d'outils, accompagnement RH, sensibilisation des partenaires

...

P.7

ANIMER LE RESEAU

Favoriser les échanges, les coopérations et les solidarités entre les membres en animant des **rencontres de pairs, des rencontres territoriales thématiques** et des chantiers autour de **questions sociales prioritaires**.

ANIMER LES GROUPES DE PAIRS

6

comités de direction

3

journées référent.e.s familles

3

rencontres responsables EAJE

1

journée comptables



5

demi-journées animateur.e.s jeunes

3

journées chargées d'accueil - Secrétaires



GROUPES DE PAIR.E.S : DES NOUVEAUTES

En 2023, la fédération a lancé deux nouveaux groupes de pair.e.s :

- Personnels d'accueil : ce groupe se réunit deux journées par an. Parmi les sujets mis au travail, on peut notamment citer les différentes modalités d'inscription, ou encore la mise en place d'un annuaire commun
- Comptables : ce groupe se réunit une journée par an, l'occasion de partager sur les réalités de travail et les bonnes pratiques de chacun.e

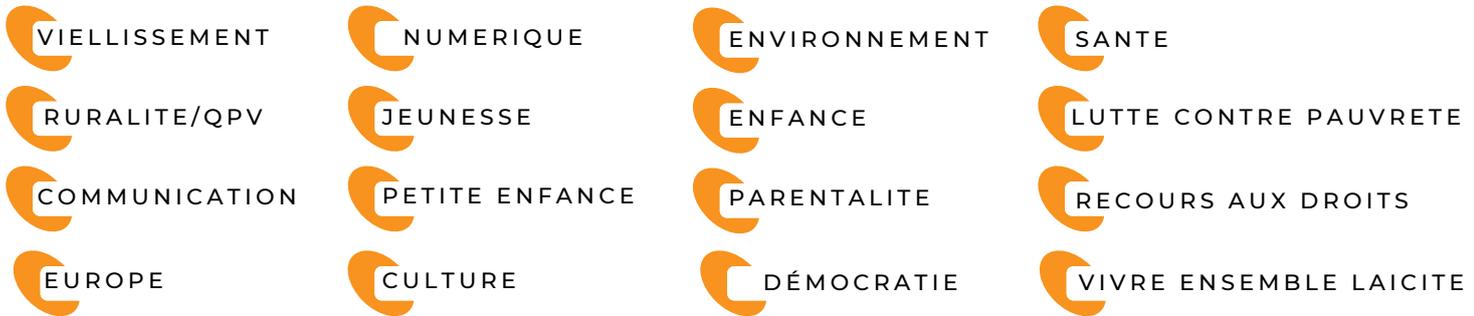
LE COMITÉ DES ANIMATEURS

Accompagner le comité des animateurs jeunesse passe par offrir des espaces d'échange sur les pratiques/ projets, les évolutions règlementaires, les politiques jeunesse partenariales mais aussi proposer des espaces de formation entre pairs. Cette année par exemple nous avons interrogé comment construire et faire vivre le projet pédagogique, comment construire des projets de solidarité internationale avec l'UFCV. Des sociologues ont accompagné notre réflexion autour de la pédagogie pour agir contre les discriminations racistes, mais aussi sur une lecture générationnelle de la place des jeunes dans notre société.



ANIMER LES QUESTIONS SOCIALES

Les différentes questions sociales traitées par la fédération :



Alimentation : une question sociale qui monte en puissance au sein des centres sociaux

Les centres sociaux développent depuis longtemps des actions en lien avec l'alimentation, notamment par le biais d'ateliers cuisine et de jardins partagés. On note toutefois ces dernières années une montée en puissance de la lutte contre la précarité alimentaire au sein de nos structures. C'est dans ce contexte que neuf centres sociaux ont pu bénéficier d'un soutien de l'Etat dans le cadre de la stratégie nationale de lutte contre la pauvreté. Ces projets ont pris différentes formes : une inscription dans les PAT (Projets Alimentaires Territoriaux), le développement de nouveaux partenariats, l'investissement dans des équipements mobiles permettant de proposer des repas dans l'espace public, la mise en place de groupements d'achats et de paniers solidaire, des cycles de conférences et de débats, etc.

En 2023 - par le biais d'une réponse commune portée par l'Auracs dans le cadre de l'appel à projet Mieux manger pour tou.te.s - quatorze centres sociaux de la Loire ont obtenu des fonds pour développer leurs actions liées à l'alimentation : micro-ferme, marchés solidaires, changement de prestataires repas, groupements d'achat, épicerie solidaire, autant de projets qu'on a hâte de voir aboutir!

Laïcité

La fédération a la chance d'avoir trois personnes habilitées à délivrer la formation Valeurs de la République et laïcité. Cette formation de deux jours vise à outiller les acteur.rice.s des centres sociaux sur la notion de laïcité et à les accompagner dans son application concrète. Au-delà de la formation, Françoise, Pierre et Mélissa peuvent également intervenir à la demande dans des structures où la laïcité est questionnée. Ils/elles sont à votre écoute!



ANIMER LES QUESTIONS SOCIALES

Recours au droits sociaux : la Fédération et la Ville de la Ricamarie porteuses de l'expérimentation nationale " Territoire zero non recours "

Ce projet TZNR fait suite à la mise en œuvre en octobre 2021 d'une journée départementale « recours aux droits sociaux pour tou.te.s » par La Fédération des CS de Loire et Haute-Loire avec le soutien des personnes concernées, de ses partenaires du pacte du pouvoir de vivre, de la déléguée au défenseur des droits et de l'ODENORE.

Les partenariats réactivés à cette occasion ont notamment permis à la fédération des CS de lancer en février 2023 un comité de pilotage départemental « recours aux droits sociaux » où étaient présentes de nombreuses institutions. Dans la continuité des travaux engagés la Fédération des Centres sociaux Loire et Haute-Loire et ses partenaires du pacte du pouvoir de vivre ont pu accompagner la Ville de la Ricamarie dans le dépôt de sa candidature à l'expérimentation Territoire Zéro Non Recours (TZNR). Notre candidature ayant été retenue, comme 38 autres sur le territoire national, nous débiterons le projet en 2024, avec le soutien de la CAF de la Loire et de l'EVS Tissage coloré. Ce projet devrait permettre durant 3 ans, d'imaginer avec les personnes concernées par le non recours et les partenaires, d'autres manière d'observer et analyser la réalité du non-recours, de rentrer en contact et d'accompagner les personnes concernées, de renforcer l'outillage et le maillage des acteurs pour une meilleure orientation et prise en charge des publics, participer à l'évolution des politiques de recours aux droits.

COMITÉ DE PILOTAGE TZNR 42

Les partenaires qui composent le comité de pilotage étaient réuni le 29 novembre en présence de M. le Préfet de la Loire, du Maire de la Ricamarie, de la Directrice de la CAF de la Loire, de la Fédération des centres sociaux 4243 et des membres du pacte du pouvoir de vivre pour :

- créer une culture commune autour des enjeux de non recours aux droits sociaux
- affiner les contours du projet d'expérimentation ligérien

L'occasion pour chacun.e de réaffirmer son engagement dans le projet.



LANCEMENT NATIONAL DE L'EXPÉRIMENTATION. TZNR

Co pilote avec la ville de la Ricamarie de TZNR 42, la fédération participait en décembre au lancement national de l'expérimentation. La reconnaissance institutionnelle de l'engagement du réseau national des Centres sociaux pour le recours aux droits sociaux pour tou.te.s, a pu être souligné par la Ministre Aurore Bergé, à cette occasion.





ANIMER LES QUESTIONS SOCIALES

Vieillesse

Conférence des financeurs de la Loire : un soutien fort pour l'action des centres sociaux ligériens en direction des séniors

En 2023 grâce au soutien financier de la Conférence des Financeurs, la Fédération a pu accompagner 20 Centres dans leurs engagements à agir avec et pour les seniors Ligériens. Ils ont ainsi pu conduire des actions préservant l'autonomie de nos aînés et favorisant leurs épanouissements. Trois d'entre eux ont également porté des projets visant à soutenir les proches aidants. La Fédération coordonne cette candidature collective pour valoriser l'engagement des Centres Sociaux à répondre aux enjeux de nos aîné.es ligérien.nes, en maintenant le lien social, entre pairs, avec les autres générations.

Le conventionnement avec la CARSAT Rhône-Alpes a permis en 2023 à 8 Centres de se mobiliser pour renforcer le lien social des seniors et à 13 d'accompagner nos aînés dans la réduction de la fracture numérique. 1 centre altiligérien a pu bénéficier du soutien de la CARSAT Auvergne. Ce conventionnement de 5 ans coordonné par l'AURACS en lien avec notre Fédération, sera renouvelé en 2024.



Environnement : matinée d'échanges sur les enjeux de sobriété énergétique

Lors d'une matinée d'échanges organisée en janvier à la Maison de quartier du Soleil, environ 40 acteurs professionnels et bénévoles se sont questionnés sur leur place dans un contexte qui appelle à la sobriété énergétique, notamment sur les problématiques liées à notre consommation énergétique. Comment ces enjeux peuvent ils être pris en compte dans les pratiques internes des centres sociaux

et comment les mettre en cohérence avec les valeurs portées ? Comment être relais auprès des publics et les accompagner au changement ? Pour mener cette réflexion, les personnes présentes ont pu compter sur les compétences et ressources du CPIE des monts du Pilat, Face Loire, Renov'Action et Une souris verte. Pour aller plus loin, un accompagnement au changement de pratiques devrait être proposé aux structures du réseau en 2024.



ANIMER LES QUESTIONS SOCIALES

Jeunesse : vers une pédagogie critique de l'engagement

Travailler en réseau les enjeux des jeunesses passe, pour la Fédération, par :

- accompagner les équipes (pilotes et animateurs) dans le déploiement des politiques jeunesses, pratiques...
- soutenir des projets de jeunes (FPH, service civique, collectifs...)
- accueillir et accompagner les jeunes en services civiques des CS
- co piloter avec le réseau des MJC et l'UFCV le BPJEPS animation sociale
- s'impliquer dans les espaces partenariaux porteurs de politiques publiques enfance jeunesse parentalité (SDJES, schéma services aux familles, CTG, CD...)

ÉTUDE SUR LES ACCUEILS COLLECTIFS DE MINEURS ET PERSPECTIVES

Une quinzaine de CS ont analysé avec la Fédération divers aspects inhérents aux ACM.

Ceci nous a permis de formuler des propositions qui ont commencé à être partagées avec nos partenaires financeurs autour de :

- l'attractivité des métiers et la qualité de vie au travail
- l'efficacité du service rendu (cout / qualité)
- le Financement



Démocratie : dynamique départementale des hauts et débats

Rétrospective vidéo de notre dynamique départementale " justice sociale et démocratie ayant impliquée 12 CS : <https://www.youtube.com/watch?v=MdL36PbSayg>





ANIMER VIA LA MUTUALISATION

Ce chantier prend différentes formes :

- **Matériel mutualisé** : grâce à France Relance, la fédération a pu investir dans du matériel mutualisé (triporteurs, sonos et écrans mobiles), qui passe de centre en centre au gré des besoins. De quoi resserrer les liens entre structures!
- **Mutualisation technique** : l'union faisant la force, nous tâchons de négocier des tarifs avantageux pour les structures du réseau, qu'il s'agisse des plaquettes de communication, des traiteurs ou encore des copieurs
- **Fonds mutualisé** : en fléchant une partie des cotisations de ses adhérents sur l'expérimentation d'un fonds mutualisé, la fédération se dote d'un outil permettant le financement de projets présentant un intérêt pour le réseau. En 2023, 6 projets ont été retenus par le jury du fonds mutualisé : des projets innovants autour de l'alimentation, de l'environnement, du jeu... sur ces projets, deux ont été proposés par plusieurs structures, dans un souci de mutualisation.

ANIMER A PARTIR DE LA RECHERCHE ACTION GOUVERNANCE

La Fédération a engagé avec le réseau des CS et EVS 42 43, il y a presque 3 ans maintenant, une recherche action avec un sociologue, sur les enjeux de gouvernance.

Une enquête conscientisante mobilisant une centaine d'administrateur.rice.s et salarié.e.s du réseau a permis d'identifier des premiers enjeux, complétés à l'occasion des rencontres territoriales, groupe de pairs, assemblée générale fédérale 2022 et séminaire fédéral 2023.

Comment organiser nos gouvernances pour que les habitant.e. puissent piloter le projet social et/ou le CS ? Autrement dit, comment susciter la participation et accompagner les parcours d'engagement ? Comment faire cohabiter les différents niveaux d'engagement ? Comment assurer une représentativité de la sociologie du territoire dans les instances ? Comment renforcer le travail associé ? Quels organes de régulation de la vie associative nécessaires au fonctionnement démocratique des instances ?... Autant de questions qui ont éveillé l'envie de coconstruire en 2023 un séminaire départemental qui sera programmé en avril 2024.

**REPRÉSENTER
ET PROMOUVOIR LES
VALEURS ET LES
DÉMARCHES DU
RÉSEAU**



La représentation et promotion des valeurs et de la démarche du réseau auprès des interlocuteurs publics et au sein de collectifs ou instances/coordinations associatives, à partir de l'organisation de la parole collective des membres du réseau, reste une mission essentielle de la Fédération.

La Fédération est en lien constant avec l'ensemble de ses partenaires (Etat, CAF, CD, MSA, Villes et intercommunalités, acteurs de l'ESS, France active...) pour accompagner le réseau à répondre aux enjeux des territoires en co-construisant des réponses locales.

- A titre d'exemple, en 2023, la fédération a participé à des rencontres avec :
- les services du CD lié au développement des politiques jeunesse (opération été jeunes, critères PLA...), pôle vie sociale pour un projet de formation croisée à l'aller vers des acteurs de la polyvalence de secteur et des CS, la Maison Loire autonomie lié aux projets bien vieillir.....
 - la Préfecture et les services de la DDETS : constitution d'une délégation intercentres /FD pour un rv avec M. Le Floc'h, sous-préfet, rv techniques liés aux projets alimentation, TZNR, pauvreté et pacte des solidarités, entrevue avec Mme Merley, travaux autour des ACM avec les services du SDJES entrevues avec M. Vergnaud...
 - CAF 42 /43 : re conventionnement 2023-26 FD/CAF, nombreux rv techniques avec les conseillères, entrevue avec Mme Caste, implication sur les CTG et groupes de travail du schéma services aux familles, RV avec la direction de la CAF et services prestation et partenariats pour le projet TZNR...
 - MSA Ardèche Drôme Loire : re conventionnement 2022-25 FD/MSA et rencontre de Mme LESOURD
 - SEM : Rv techniques autour des enjeux liés à la précarité alimentaire, recours aux droits, FPH...
 - Implication dans le comité départemental laïcité
 - Echanges avec les réseaux d'éducation populaire 42 (AD MJC, FR, UFCV, Francas...) et nombreuses associations membres du pacte du pouvoir de vivre 42, acteurs de l'ESS, France active...

De multiples rencontres sont menées tous les ans pour développer et diversifier les actions d'influence auprès des décideurs et de la société civile pour une meilleure reconnaissance de l'utilité sociale des structures, asseoir nos partenariats autour des conventions pluripartites et pluriannuelles. Trois démarches emblématiques portées par la Fédération en lien avec le réseau en 2023 à redécouvrir ci dessous :

LA DÉMARCHE D'INTERPELLATION DES DÉPUTÉ.E.S

la démarche collective d'influence auprès des députés ligériens et alti ligériens a permis à 5 députés (M. Bataillon, M.Cinieri, M. Vermorel Marques, Mme Taurinya et M.Vigier) d'adresser 4 questions écrites au gouvernement et une question orale pour alerter sur la fragilisation économique du réseau. Nous poursuivons en 2024, en articulation avec la FCSF, les échanges avec tous les parlementaires.



ALERTE SUR LA FRAGILISATION DU MODÈLE ÉCONOMIQUE DES CS

La fédération a organisé en février et juin 2023, 2 comités de pilotage départementaux pour alerter la trentaine de parlementaires et acteurs institutionnels réunis de la fragilisation économique du réseau. Un objectif : appeler l'ensemble de nos partenaires à la co responsabilité pour bâtir ensemble des scénarios durables permettant d'éviter la fermeture de structures. L'accompagnement fédéral des CS et EVS dans leur pilotage a été considérable pour leur permettre de réduire leurs déficits dans un contexte d'inflation et d'augmentation des besoins sociaux. Une vingtaine de structures ont également été accompagnés dans l'organisation et la tenue des comités de pilotage locaux avec les institutions signataires des conventions pluripartite et pluriannuelle. La mise en œuvre de la nouvelle classification au 1er janvier 2024, bien que nécessaire, nécessitera de pouvoir repenser le modèle économique des CS.

Un travail similaire est engagé par la Fédération des centres sociaux de France et ELISFA avec les différents acteurs de la cohésion sociale.

La Fédération au séminaire de la " federation of social employers "

Sur l'invitation de la branche Alisfa, la Fédération est intervenue en octobre à Bruxelles pour réfléchir, à partir de l'échange de pratiques, avec d'autres employeurs européens, à l'amélioration des conditions de travail dans les services sociaux.

"La plupart des États membres de l'UE font état d'une importante pénurie de personnel dans le secteur des soins, et l'écart entre l'offre et la demande de main-d'œuvre ne cesse de se creuser. Selon la stratégie européenne en matière de soins, il faudra plus de 1,6 millions de travailleurs supplémentaires dans le domaine des soins de longue durée d'ici à 2050. Pour attirer et retenir les travailleurs qualifiés, il est essentiel d'améliorer les conditions de travail". Les employeurs sociaux et la FSESP ont donc rassemblé des bonnes pratiques sur l'amélioration des conditions de travail dans les services sociaux de 10 pays de l'UE.

Ces pratiques couvraient un large éventail de sujets, allant de la sécurité et de la santé au travail, de la prévention des risques psychosociaux et de la numérisation, à la formation, au dialogue social et à l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée, entre autres. Au cours du séminaire, nous avons pu discuter entre organisations de services sociaux de nos expériences, expliquer les facteurs de réussite et les avantages de nos pratiques.



**S'IMPLIQUER
DANS LE RÉSEAU
FÉDÉRÉ :
AMBITIONS
PARTAGÉES AVEC
L'AURACS ET LA
FCSF**



La fédération poursuit sa participation aux réflexions du réseau national et régional des centres sociaux. Ce lien fort avec L'AURACS et la FCSF s'incarne par la participation à des chantiers partagés :

- Séminaires des délégués régionaux et nationaux
- groupe "vieillessement" régional
- groupe "PEEPCO : Petite Enfance, Enfance, Parentalité et Coéducation" national
- groupe formation régional
- groupe des référents communication national
- démarche Congrès et projet FCSF
- groupe RPS FCSF
- SENACS
- GT " impact social" de l'AURACS
- participation aux AGs de la FCSF et de l'AURACS

La Fédération Loire et Haute-Loire présente au dernier séminaire interfédéral des centres sociaux pour penser collectivement le futur projet fédéral

Cette rencontre inter fédérale a eu lieu du 27 au 29 janvier à Tours (37). Elle a réuni plus de 170 délégué.es et président.es de fédération et d'unions, et avait pour but de travailler autour des futurs grands axes du projet fédéral national 2023-2027.

Des temps forts en plénière et des ateliers ont permis de croiser les regards et cheminer autour de 5 grandes thématiques : Transition écologique / Pour une société moins inégalitaire et sans pauvreté / Pour une société inclusive et conviviale / Pour une démocratie où le pouvoir est mieux partagé / Pour une société de l'engagement et de l'action collective.



44 ligériens et altiligériens au rendez-vous du congrès national des centres sociaux



Au total ce ne sont pas moins de 44 ligériens et altiligériens qui ont participé du 12 au 14 mai au Congrès national des centres sociaux à Lille. Salariés, administrateurs, bénévoles, mais aussi 2 conseillères de la CAF de la Loire, tous reviennent nourris des 3 journées riches en témoignages, échanges, grandes plénières et rencontres.

Des pistes pour notre projet de demain au local et au national à construire avec toutes et tous. Justice sociale, engagement, démocratie, solidarité, transition des enjeux forts qui sont venus alimenter ces journées !

La Fédération des centres sociaux de la Loire et de la Haute-Loire et ses centres sociaux et EVS (Centre Social de la Vivaraize, Gal de Lapte, Centre social Christine Brossier, le centre Social la Livatte et le centre social Marceau Mulsant) sont intervenues pour témoigner sur : les pratiques écologiques du quotidien autour du partage et de l'entraide, le non recours aux droits sociaux, le droit à l'alimentation, la recherche action sur les risques psychosociaux mais également sur les question de démocratie.



**FORMER
LES ACTEURS
BENEVOLES ET
SALARIES**

Au cœur des missions de la Fédération des centres sociaux de Loire et Haute-Loire se trouve la formation des bénévoles et salariés de ses structures adhérentes. C'est pourquoi depuis de nombreuses années, la Fédération coconstruit, chaque année, avec ses membres, le groupe de travail Formations et l'Union régionale, un catalogue riche d'une quinzaine de formations annuelles.

Pour 2023, plusieurs nouveautés au programme, avec des thèmes aussi divers que le Aller vers, la place des habitant.e.s dans un centre social municipal ou encore l'animation de projets collectifs de manière coopérative. La Fédération est également soucieuse de l'accueil des personnes nouvellement arrivées au sein des centres sociaux et leur propose des temps d'acculturation, comme la demi-journée « Centre social, c'est-à-dire ? » ou la formation « Entrer dans la fonction d'administrateur.trice » afin de permettre à tout un chacun de mieux comprendre nos spécificités en tant que centres sociaux ou espaces de vie sociale.



LA FORMATION EN 2023 C'EST :

8 formations public mixte

3 formations public salarié

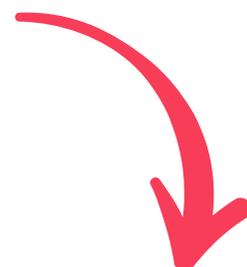
4 formations public bénévole

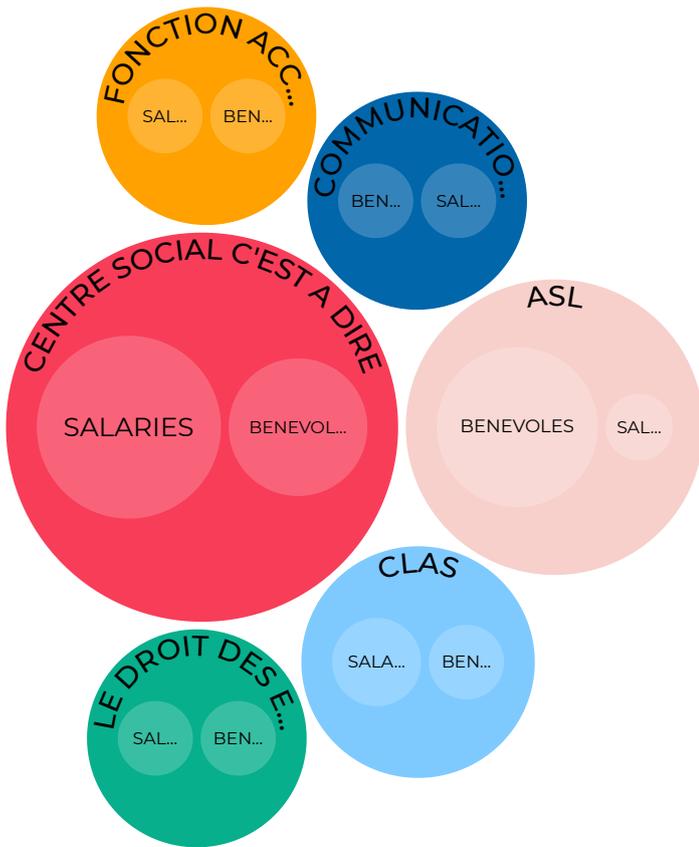
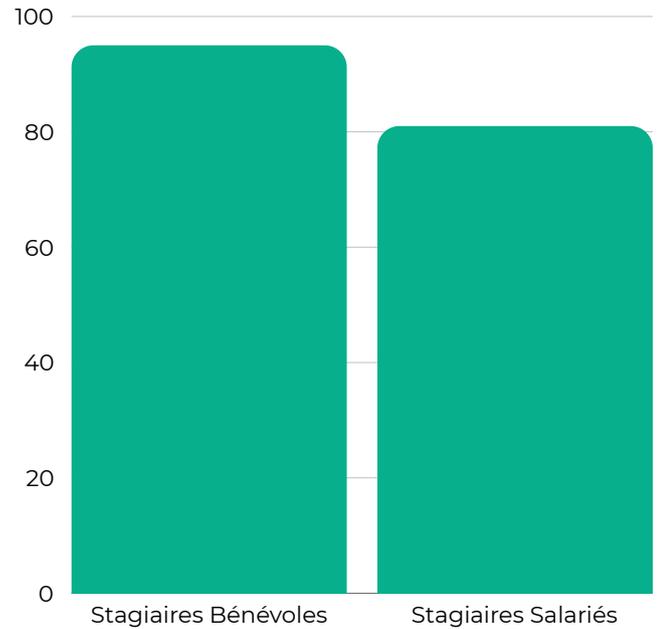
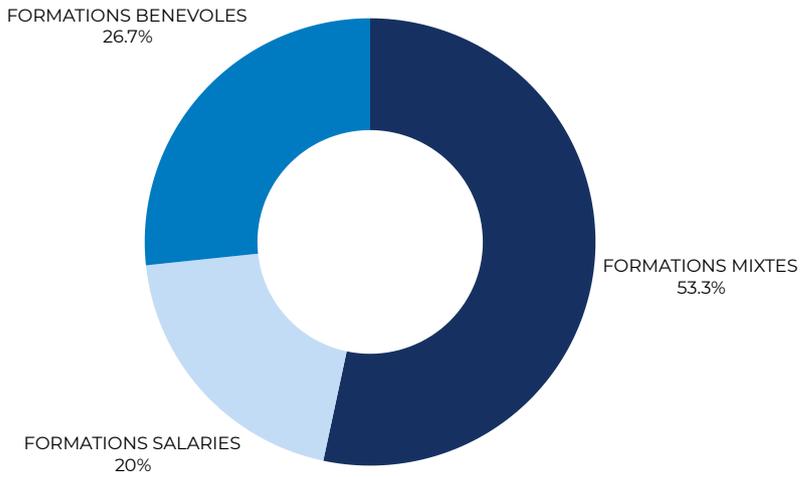
266 H de formations

81 stagiaires salariés, soit 46,02 %

95 stagiaires bénévoles, soit 53,98 %

176 stagiaires au total





LE DROIT DES ÉTRANGERS EN FRANCE

12 ET 13 OCTOBRE
DIEM

- 5 BÉNÉVOLES / 5 SALARIÉS
- 3 CENTRES SOCIAUX
- 14 HEURES

COMPRENDRE LE BUDGET D'UN CENTRE SOCIAL :

21 SEPTEMBRE
CABINET FONT GUILLOT ET PAULINE BRAGA, DIRECTRICE DU CENTRE SOCIOCULTUREL L'EQUIPAGE

- 7 BÉNÉVOLES
- 5 CENTRES SOCIAUX
- 7 HEURES

ACCOMPAGNEMENT À LA SCOLARITÉ : APPRENDRE À APPRENDRE

12-19 SEPTEMBRE ET 17 OCTOBRE
NICOLAS DREUILHE

- 5 BÉNÉVOLES / 7 SALARIÉS
- 6 CENTRES SOCIAUX
- 21 HEURES

3 SESSIONS

ENTRER DANS LA FONCTION

D'ADMINISTRATEUR.RICE

30 SEPTEMBRE -9 OCTOBRE -10 NOVEMBRE

PHILIPPE VILLEVAL (ELYCOOP)

28
BÉNÉVOLES

10
CENTRES
SOCIAUX

21 HEURES

SOUTIEN A LA PARENTALITÉ

30-31 MARS ET 25 AVRIL

AICHA RIFFI (MA FAMILLE COMME UNIQUE)

9 SALARIÉS

6 CENTRES
SOCIAUX

21 HEURES

VALEURS DE LA RÉPUBLIQUE ET LAÏCITÉ

1ER ET 8 JUIN

MÉLISSA PINTO-AMOEDO
FRANÇOISE ROCHE

6 SALARIÉS

1 CENTRE
SOCIAL

14 HEURES

GENTRE SOCIAL, C'EST-À-DIRE?

20 MARS-22 JUIN-17 OCTOBRE

MÉLISSA PINTO-AMOEDO

30 SALARIÉS
17
BENEVOLES

11
CENTRES
SOCIAUX

21 HEURES

OSER UNE COMMUNICATION POLITIQUE AVEC SES ÉLU.E.S

26 JUIN

AURACS - FCSF

5 SALARIÉS
5 BENEVOLES

6 CENTRES
SOCIAUX

7 HEURES

ANIMER UN PROJET COLLECTIF DE MANIÈRE COOPÉRATIVE

5-6 OCTOBRE ET 17 NOVEMBRE

JEAN-FRANÇOIS ROCHAS (ANIMACOOOP)

10
SALARIÉS

5 CENTRES
SOCIAUX

21 HEURES

ANIMER UN ATELIER SOCIOLINGUISTIQUE : MÉTHODES, TECHNIQUES, OUTILS

2-3 MAI ET 1ER JUIN

AUORE BARROT

23
BÉNÉVOLES
4 SALARIÉS

9 CENTRES
SOCIAUX

21 HEURES

LE SENS DE LA FONCTION D'ACCUEIL : QUELLE ORGANISATION AU SEIN D'UN CENTRE SOCIAL ?

30 NOVEMBRE ET 14 DECEMBRE

PHILIPPE VILLEVAL

5
BÉNÉVOLES
5 SALARIÉS

5 CENTRES
SOCIAUX

14 HEURES

ÊTRE LIEU DE RESSOURCES

La Fédération met à disposition de nombreux ouvrages, magazines, jeux sur divers thèmes au sein de sa ressource, afin d'assurer un accès à toutes sortes d'informations aux membres du réseau.



Les petits nouveaux de la ressource !

Jeux :

- " kifékoï " et le " temps qui court "
- "Avec des si ", "Chacun ses goûts !",
- "Dilemmes absurdes", "Pour ou contre",
- "T'y crois ou pas"

Livres :

- "Pour une nouvelle philosophie sociale"
- "La clinique de la dignité "



Notre nouveau site internet :

On vous l'avez annoncé, après la charge graphique, la plaquette, c'est le site internet de la Fédération des centres sociaux de Loire et Haute-Loire qui a fait peau neuve ! Un nouveau site plus ergonomique et plus lisible où vous pourrez y retrouver toutes les actualités de la Fédération, les informations générales et les avancées de chaque grand chantier. Et pour les salariés et bénévoles des centres sociaux et Espaces de vie social, un espace partagé avec accès à la médiathèque et de nombreuses ressources.



Pour accéder au site :

<http://www.loire-hauteloire-centres-sociaux.fr>

FONDS DE PARTICIPATION DES HABITANTS

Le Fonds de participation des habitant.e.s continue et se renforce en 2023 !

Le Fonds de Participation des Habitants a fêté cette année ses 7 ans, et il n'a pas pris une ride!

Ce dispositif financé par l'Etat, les collectivités et la CAF de la Loire permet d'aider financièrement et d'accompagner des collectifs d'habitants à mettre en place des projets ponctuels sur les quartiers en politique de la ville de Saint-Étienne Métropole, de Roannais Agglomération et de Loire-Forez Agglomération.

La Fédération coordonne ce dispositif et accompagne tout collectif d'habitants des quartiers prioritaires ayant une envie, une idée, un projet !

Cela peut être un spectacle, un repas de quartier, une manifestation sportive... tout projet, à partir du moment où il concerne les habitants du quartier et qu'il est ouvert à tous et toutes, peut être reçu.



LE FPH EN 2023, C'EST :



26

Projets soutenus sur Saint-Étienne Métropole

3

Projets soutenus sur Roannais Agglomération

3

Projets soutenus sur Loire-Forez Agglomération

ANIMER LA VIE FÉDÉRALE

Animer la vie fédérale c'est faire vivre avec le réseau un projet fédéral en phase avec les réalités sociales, assurer l'économie et la gouvernance fédérale, se former dans l'optique d'être une structure apprenante, développer des partenariats structurants, expérimenter dans le champ de la transformation sociale, être dans la prospective, communiquer.

1 DÉLÉGUÉE GÉNÉRALE ET 2 DÉLÉGUÉES

Jessica CHATELLE

ASSISTANTE DE DIRECTION

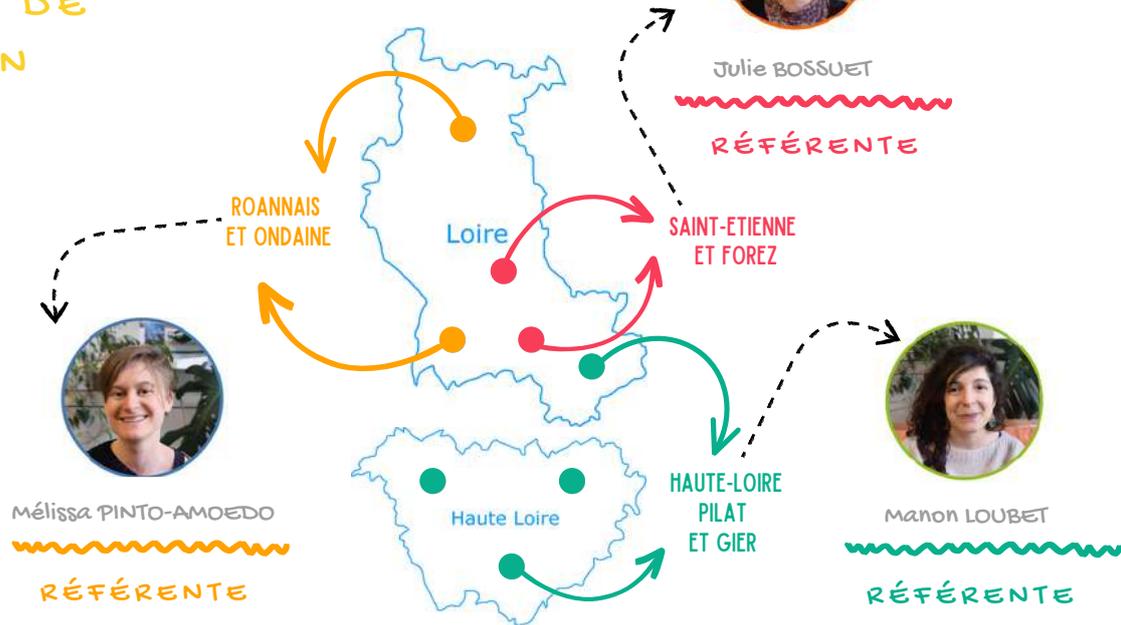


EQUIPE SALARIÉE



Julie BOSSUET

RÉFÉRENTE



Mélissa PINTO-AMOEDO

RÉFÉRENTE



HAUTE-LOIRE
PILAT
ET GIER



Manon LOUBET

RÉFÉRENTE

ÉVOLUTION TEMPORAIRE DE L'ÉQUIPE SALARIÉE

Afin de suppléer l'arrêt maladie et congés maternité de Manon Loubet et absorber de nouveaux chantiers, l'équipe accueille depuis novembre 2023 deux nouvelles recrues Emmanuel Guillermain et Juliette Fortunier qui finiront leurs missions au printemps.

COLLÈGE DES ASSOCIATIONS



CHRISTEL DELHERME
CS DECLIC

FRANCIS CORION
CS DECLIC

JEAN COLOMB
CS LE BABET

JÉRÔME PERDRIEL
CS LE BABET

CORINNE ROYET-CONSTANT
MJC AUREC/LOIRE

CLAUDE LAURENSON
CS CRE'ACTIF

STEPHANE CHATAIGNER
ESPACE DEOME

FRANÇOISE ROCHE
TISSAGE COLORE

ALAIN COUMERT
MAISON DU CRÊT DE ROCH

CLAUDE VIRICEL
ESPACE DEOME

AOUATEF FRAPPA
ESPACE ALFRED SISLEY

PASCAL COURTIEU
CS ARLEQUIN

PHILIPPE VIALLA
CS SOLEIL LEVANT

DAVID BARUCHEL
CS VIVARAIZE

ÉLUS PAR L'AG

COLLÈGE DES PROFESSIONNELS



MAUD LUCAS
CS DE MABLY

THIERRY DREVET
MJC AUREC SUR LOIRE

SÉMINAIRE FÉDÉRAL GOUVERNANCE
SAINT MARTIN EN HAUT
LES 8-9 DÉCEMBRE 2023



P.25

ASSURER
L'ÉCONOMIE DU
PROJET FÉDÉRAL

Projet fédéral 



Chantier environnement / Projet Erasmus / Lutte contre la pauvreté / Fonds de participation des habitants / Conférence des financeurs / Journées enfants / Eté jeunes / Service civique

COMPTE DE RÉSULTAT	2020	2021	2022	2023
PRODUITS	542 547	535 067	599 225	963 057
CHARGES	500 906	496 629	576 682	988 856
RÉSULTAT Après utilisation du Fonds mutualisé	41 641	38 438	22 544	-25 799

COMPTE DE RÉSULTAT 2023	Fonctionnement Fédé	Formations réseau	Projets questions sociales *	RÉSULTAT TOTAL
PRODUITS	392 529	16 437	554 091	963 057
CHARGES	385 067	9 669	594 120	988 856

ANALYSE DE LA SITUATION FINANCIERE

Le résultat de l'exercice est une perte de 25 799 € contre un excédent de 22 544 € en 2022.

Aucun investissement n'a été réalisé en 2023.

Aucune subvention d'investissement n'a été accordée au titre de l'exercice 2023.

Le fonds de roulement est de 312 007 €

Il représente 291 jours de fonctionnement contre 308 jours en 2022.

L'engagement retraite qui s'élève à 15 156 € n'est pas pris en compte dans le calcul du fonds de roulement

Les emprunts ont été pris en totalité pour le calcul du FDR

Il a été mis en place un fond mutualisé depuis 2020 :

- 45 789 € du résultat 2020

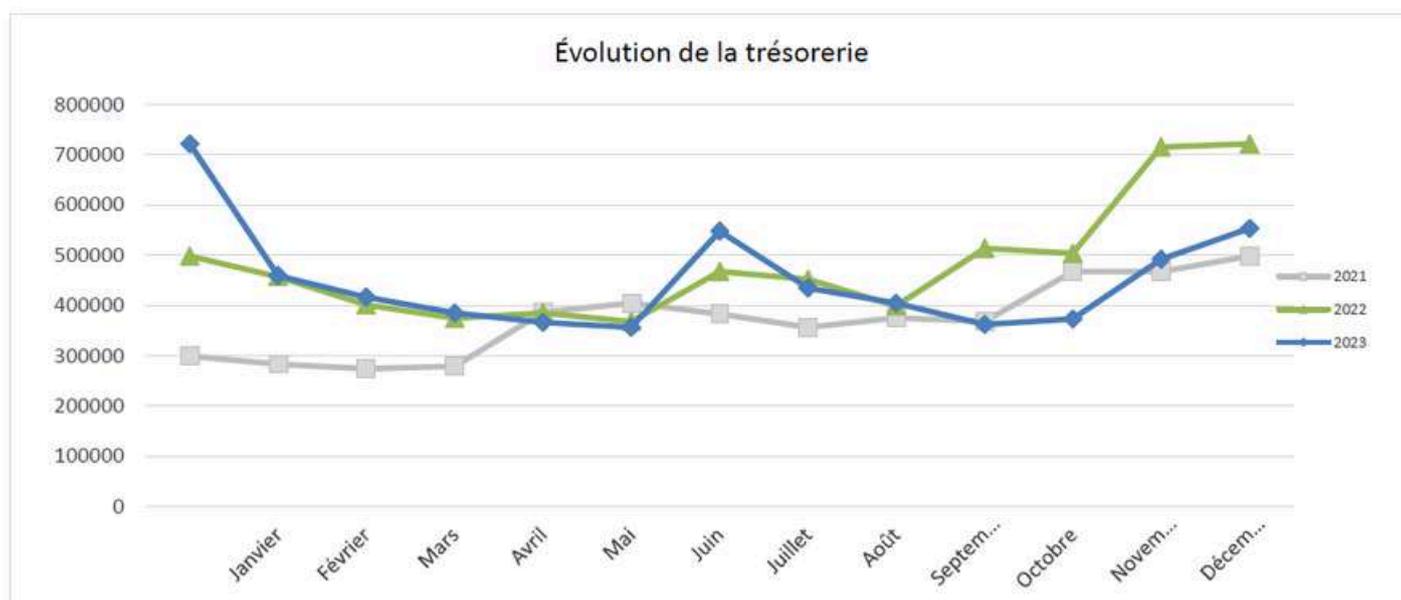
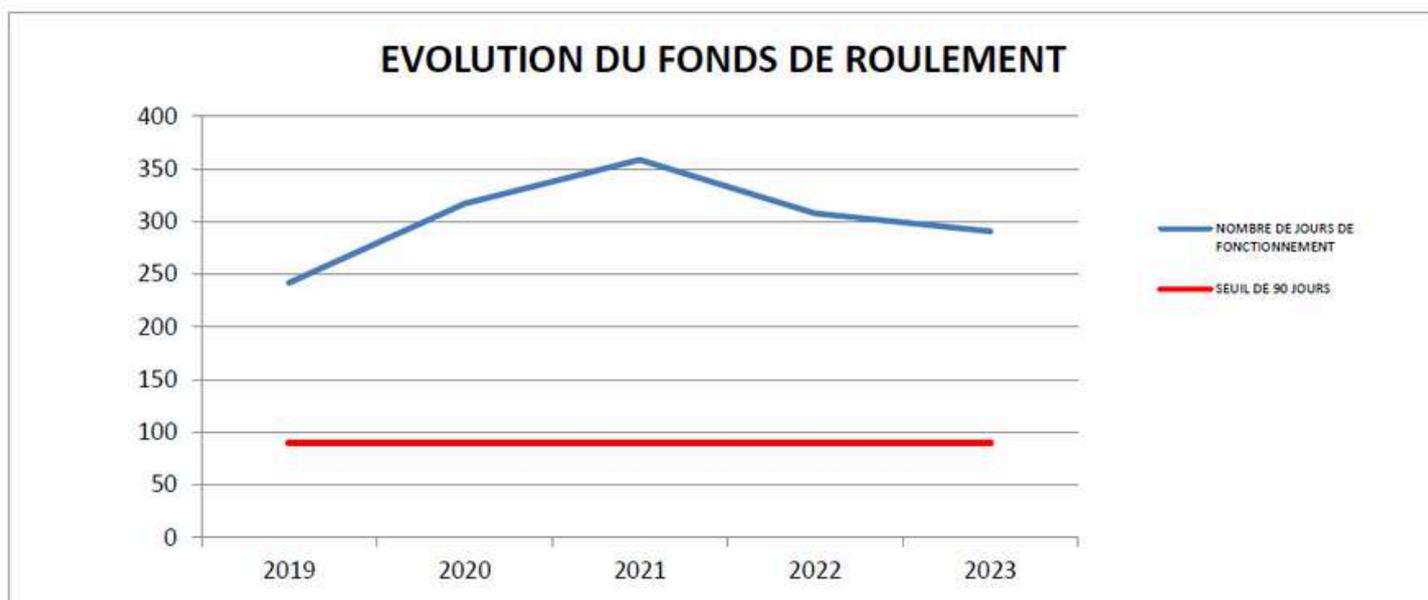
- 40 000 € du résultat 2021

- 22 544,40 € du résultat 2022

==> 86 024 € ont été pris sur ces fonds au 31/12/2023

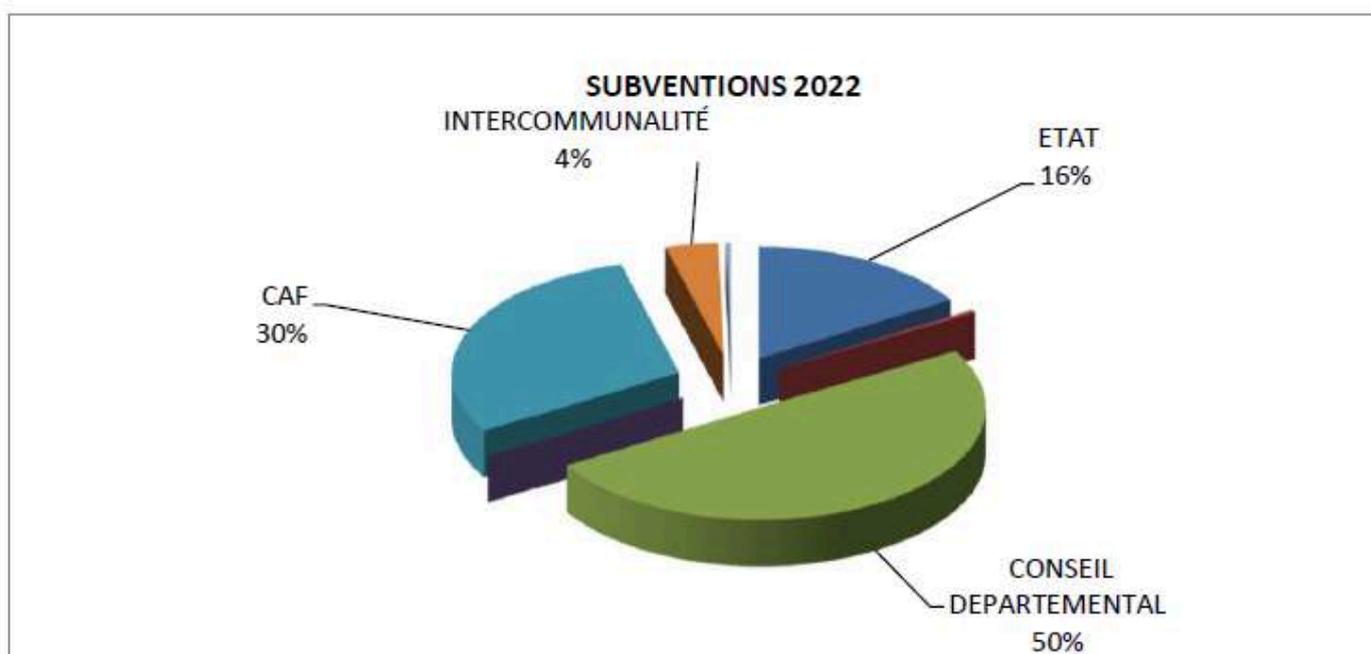
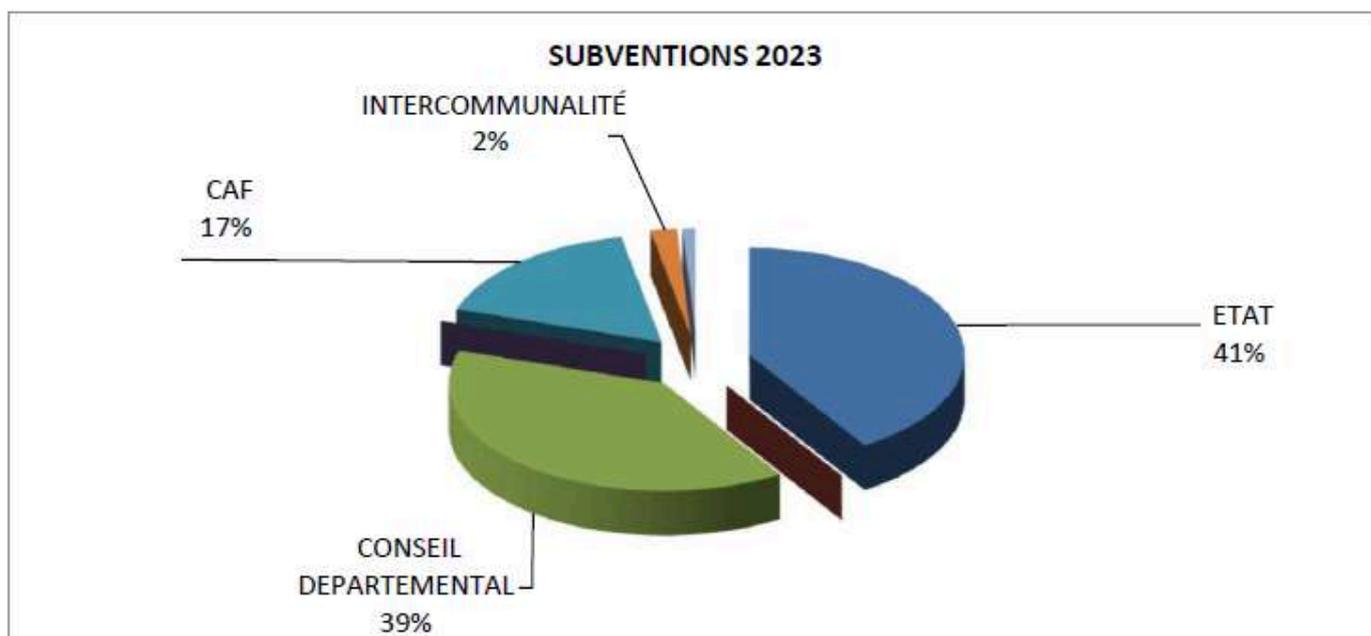
==> Solde à utiliser au 31/12/2023 : 22 309 €

ANNEE	FONDS DE ROULEMENT (en euros)	NOMBRE DE JOURS DE FONCTIONNEMENT
2019	263 895	242
2020	292 788	317
2021	293 954	359
2022	268 631	308
2023	312 007	291



DETAIL DES SUBVENTIONS ET CONTRIBUTIONS FINANCIERES 2022 ET 2023
(en euros)

	BUDGET REALISE 2022		BUDGET REALISE 2023		ECARTS
	Montants	%	Montants	%	
ETAT	55 438	16	266 636	41	211 198
CONSEIL REGIONAL	1 500	0		0	-1 500
CONSEIL DEPARTEMENTAL	170 000	50	254 000	39	84 000
COMMUNE	0	0		0	0
CAF	100 865	29	107 720	17	6 855
INTERCOMMUNALITE	13 000	4	10 250	2	-2 750
AUTRES	1 200	0	4 800	1	3 600
					0
TOTAL DES SUBV. ET CONT. FL.	342 003	100	643 406	100	301 403



POUR LE SOUTIEN AU PROJET FÉDÉRAL :



POUR LE SOUTIEN AUX CENTRES SOCIAUX DU RÉSEAU :



POUR L'ANIMATION DU RÉSEAU DES CENTRES SOCIAUX :



FEDERATION DES CENTRES SOCIAUX
LOIRE ET HAUTE-LOIRE

9 RUE DES DOCTEURS CHARCOT - 42100 SAINT-ETIENNE
07 88 47 13 76 - CONTACT@FCS4243.FR
WWW.LOIRE.HAUTELOIRE.CENTRES-SOCIAUX.FR